

RÉFORME DE L'ÉTAT

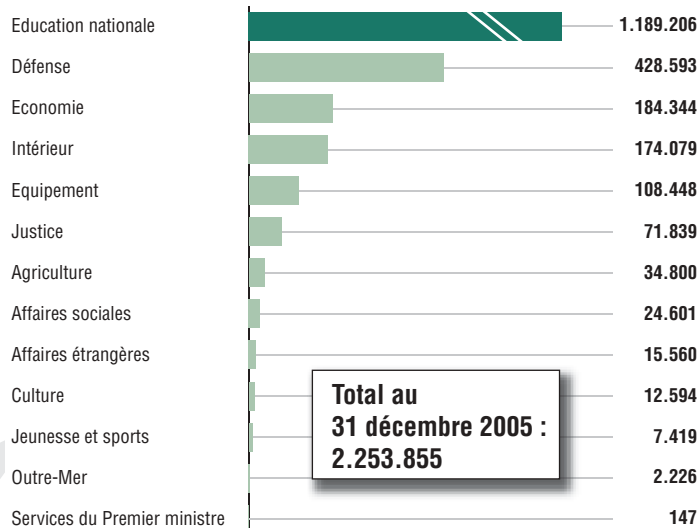
Lors d'un Conseil des ministres exceptionnel consacré à la modernisation des politiques publiques, Nicolas Sarkozy doit annoncer demain un « big bang » administratif : des services de l'Etat vont être fermés, d'autres regroupés, et le préfet va voir ses pouvoirs accrus.

Les services de l'Etat vont être réorganisés autour de préfets surpuissants

Bientôt, l'Etat et ses préfets ne feront plus qu'un. Dans chaque département, les citoyens n'auront plus qu'un seul interlocuteur pour parler emploi, santé, agriculture ou sport. Voilà la principale annonce que doit faire demain Nicolas Sarkozy, lors d'un Conseil des ministres inédit consacré à la modernisation de l'administration. Fini les directions départementales spécialisées : tous les chemins de l'Etat local dorénavant par une préfecture « d'un genre nouveau », « *qui aura autorité sur toutes les notes de la gamme* », selon l'expression d'un membre de cabinet. Première étape de la revue générale des politiques publiques (RGPP) à laquelle travaillent depuis cet été Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, et Jean-Paul Faugère, directeur de cabinet de Matignon, cet arbitrage tire les conséquences de la décentralisation. « *Ces trente dernières années, la fonction publique déconcentrée a vu ses prérogatives diminuer progressivement, sans que ses représentations ne soient réduites à due proportion* »,

Les effectifs des services déconcentrés

En nombre



« Les Echos » / Source : Insee, exploitation des fichiers de paie

Nicolas Sarkozy compte bien sur la RGPP pour atteindre son objectif de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux.

explique un responsable du dossier, « *l'idée est d'adapter la ma-*

quette de l'Etat à la réalité d'aujourd'hui ». Nicolas Sarkozy compte bien sur la RGPP pour atteindre son objectif de non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux. « *Ce ne sera pas très difficile car les collectivités locales ont pris le relais de l'Etat depuis belle lurette, sans que les effectifs évoluent en conséquence* », fait remarquer un parlementaire.

Un Etat mieux identifié

De fait, si depuis 1964 les préfets sont les « délégués officiels du gouvernement » et les « représentants directs de chacun des ministres » sur le terrain, deux chaînes hiérarchiques ont continué de cohabiter. D'un côté, les préfets dirigent leurs services préfectoraux, de l'autre, les ministres pilotent leurs services extérieurs : les Affaires sociales pour les DDASS, l'Agriculture pour les DDAF, la Jeunesse et les Sports pour les DDJS... S'y ajoute un échelon intermédiaire, celui des régions, au niveau duquel sont traitées les questions d'industrie et de recherche (les Drire), d'environnement (les Diren), d'équipement (les DRE) ou d'action culturelle (les DRAC). Concrètement, le

président de la République veut un Etat mieux identifié dans un système où les préfets seront « la clef de voûte ». Le ministère de l'Intérieur, dont dépendent ces derniers, va donc prendre sous sa coupe les fonctionnaires « déconcentrés » de nombreux autres ministères. Aux 31.000 agents des préfectures s'ajouteront plusieurs dizaines de milliers de personnes (108.000 à l'Equipement, 34.000 à l'Agriculture, 12.000 à la Culture, 10.000 à l'Emploi) même si, sur le plan strictement budgétaire, le rapprochement n'est pas tranché. Par ailleurs, les préfets de région verront leurs pouvoirs renforcés : ils auront désormais autorité sur les préfets départementaux. Et pour les ministères ayant récemment changé de périmètre, leur déclinaison territoriale sera adaptée. C'est le cas de l'Ecologie et du Développement durable, rassemblés avec l'Equipement sous l'autorité de Jean-Louis Borloo (« Les Echos » du 7 décembre), ou de l'Emploi, qui a rejoint l'Economie chez Christine Lagarde.

GUILLAUME DELACROIX